

Dans un postulat déposé par la Conseillère aux États Gisèle Ory, le Conseil fédéral a répondu en mai 2008 dans un rapport intitulé «Coûts réels de l'énergie nucléaire» (p.15):

«Bon nombre de ces éléments n'étant chiffrables que très vaguement (en se basant sur des suppositions), voire pas du tout, **il n'est pour l'heure pas possible d'effectuer un calcul sérieux du coût «réel» du nucléaire.»** Cette réponse signifie que le Conseil fédéral aujourd'hui ne sait pas combien coûte le kWh nucléaire!

En matière d'assurance responsabilité civile, il faut savoir que les centrales nucléaires ne sont couvertes qu'à hauteur de 2,25 milliards de francs alors qu'un rapport de la protection civile suisse (Katanos, 1995) avait calculé qu'un accident nucléaire pouvait générer pour plus de 4'000 milliards de CHF de dégâts. Ces 2,25 milliards représentent l'assurance RC de 1'100 vélos! Le ministre allemand de l'économie M. Eberhard Moths, a déclaré en 1992 lors d'une conférence internationale sur les coûts externes de l'électricité qui se tenait aux

USA, que si l'on tenait compte des vrais risques liés au nucléaire, le coût du kWh nucléaire serait de 1,8 Euros.

Actuellement, nous sommes dans un marché de dupes car nous comparons des coûts qui ne sont pas comparables. Il est estimé que les sources d'énergie conventionnelles reçoivent chaque année au niveau mondial des subventions d'environ 250 à 300 milliards de dollars US, ce qui produit d'importantes distorsions sur les marchés. Le Worldwatch Institute estime que les subventions mondiales au charbon s'élèvent à 63 milliards de dollars US. L'Allemagne à elle seule subventionne le charbon à hauteur de 21 milliards de dollars US, dont des aides directes représentent plus de 85'000 dollars US par mineur. Ces subventions réduisent artificiellement le prix de l'électricité, empêchent les énergies renouvelables de pénétrer sur le marché et perpétuent des énergies et des combustibles non-compétitifs. L'élimination des subventions directes et indirectes aux énergies fossiles et nucléaires permettrait d'égaliser les chances sur l'ensemble du secteur de l'énergie. Le rapport 2001 du Groupe de travail du G8 sur les énergies



Centrale nucléaire de Gösgen



renouvelables affirmait que «en revoyant les subventions et en redirigeant ne serait-ce qu'une petite partie de ce flux financier considérable vers les renouvelables, on aurait la possibilité de donner un peu de cohérence aux nouveaux objectifs publics et d'intégrer les coûts sociaux et environnementaux dans les prix».

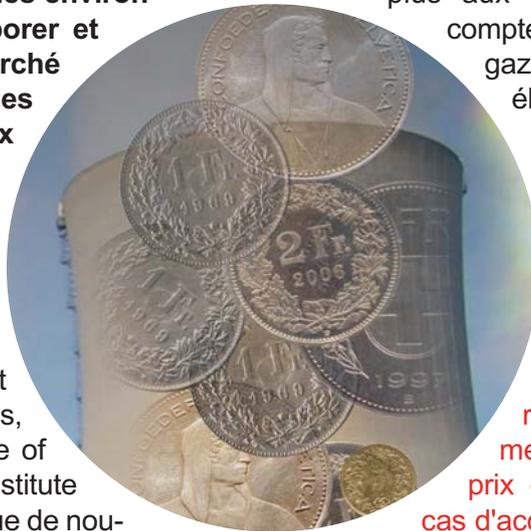
Le groupe de travail a émis l'avis que «**les pays du G8 devraient prendre des mesures pour supprimer toute incitation financière ou autre forme de soutien aux technologies énergétiques environnementalement nocives, et élaborer et instaurer des mécanismes de marché qui s'attaquent au problème des externalités, pour permettre aux technologies énergétiques renouvelables d'être en concurrence sur le marché sur une base plus égale et plus juste.**»

La plupart des études faites sur la rentabilité du nucléaire (incluant celles relevant d'organismes officiels, comme le Massachusetts Institute of Technology ou le Britain's Royal Institute of International Affairs) concluent que de nouvelles centrales construites par le secteur privé, avec des actionnaires assumant tous les risques, ne seraient **pas rentables sans subventions étatiques!** (source: The Economist, 7 juillet 2005)

La banque anglaise Citigroup, elle aussi ne croit pas que le nucléaire puisse être développé dans un marché de l'énergie libéralisé et sans un soutien économique direct de l'État.

Le bureau de suivi du budget du Congrès américain a indiqué en 2008 que les coûts réels de construction de 75 des centrales du parc actuel avaient dépassé de plus de 300% les estimations qui avaient été faites par l'industrie nucléaire.

Avec des investissements initiaux exorbitants et des délais de retour sur investissement s'étendant sur plusieurs décennies, l'énergie nucléaire ne convient plus aux marchés dérégulés. Par ailleurs, compte tenu du coût relativement faible du gaz naturel, qui représente une part plus élevée dans le total des frais d'exploitation que l'uranium, les centrales nucléaires n'avaient pratiquement aucune chance. C'est pourquoi les États-Unis ont dû poser plus de 50 milliards de dollars pour relancer la filière nucléaire. **Ces aides sont de plusieurs ordres: assurance sur le retard des constructions, financement défiscalisé, vente de l'électricité à prix garanti, responsabilité de l'État en cas d'accident grave, stockage des déchets.**



Sources:

L'énergie nucléaire-mythes et réalité, Gerd Rosenkranz

Postulat Gisèle Ory ([Cliquez ICI](#))

Dernière mise à jour : **Janvier 2011**